

Programme EMC Terminale

La vie démocratique : débat, délibération et prise de décision

Repères pour une programmation

Attention, cette proposition n'a pas pour but de donner un exemple de programmation à suivre au pied de la lettre : le nombre d'évaluation est beaucoup trop important au regard du temps alloué à l'enseignement de l'EMC. Il s'agit de donner des pistes d'évaluation possibles, de différentes natures, parmi lesquelles choisir.

- I. Les principes et les espaces du débat démocratique (9 heures)
- II. La délibération dans les institutions (nationales, européennes, internationales) (9 heures)

Terminale : La vie démocratique : débat, délibération et prise de décision

Attendus et objectifs

La classe terminale parachève l'éducation à la citoyenneté active en approfondissant la question du débat démocratique. Il s'agit de s'interroger sur la manière dont, dans une société de communication et à l'ère numérique, les citoyens s'informent et échangent, pour préserver une véritable éthique de la discussion. La délibération dans les institutions à différentes échelles fonde les démocraties, dans lesquelles la légitimité et l'efficacité des décisions reposent sur des échanges, controverses, négociations et consensus. Le programme permet également d'aborder les enjeux spécifiques du débat dans les institutions internationales, notamment dans l'Union européenne ou au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Les principes et les espaces du débat démocratique (9 heures en voies générale et technologique, 7 heures en voie professionnelle)

Notions abordées	Contenus d'enseignement	Démarches et situations d'apprentissage possibles
Culture du débat et éthique de la discussion Partis politiques et société civile organisée	<ul style="list-style-type: none">La République française est organisée de manière à permettre des débats entre les citoyens ainsi qu'entre leurs représentants, et elle garantit la possibilité de confronter des options différentes et même opposées. Les partis politiques tiennent une place essentielle dans la vie démocratique, garantissant le pluralisme politique (Constitution de 1958, art. 4), même si leur rôle est parfois remis en question ;	<p>À partir d'un ou deux exemples de débats engagés sur des grands défis contemporains (environnement, numérique, bioéthique), étudier les principales positions tenues par les parties prenantes (partis, presse, organisations de la société civile) ; montrer qu'il peut y avoir des tensions entre principes, valeurs ou idéaux qui nécessitent des arbitrages (ce qui est le propre de la vie politique).</p> <p>Discuter du rôle et de la fonction des partis politiques : structuration de la vie politique (droite, centre, gauche), termes de leur remise en question contemporaine, importance historique du droit de vote et problème de l'abstention.</p>
Opinion publique (vue en 3 ^e)	<ul style="list-style-type: none">l'opinion publique occupe une place centrale dans une société de communication : particulièrement manifeste au moment des consultations électorales ou référendaires (art. 11 de la Constitution), elle s'exprime à travers les médias et nourrit la vie politique ; elle peut également s'exprimer par voie de pétition ou de manifestation (liberté fondamentale inscrite dans le droit français depuis 1935) ;	<p>[EMI] À partir de l'étude de sondages (commanditaire, méthodologie, multiplicité des interprétations possibles, diffusion dans les médias, y compris numériques), interroger la façon dont ils mesurent l'opinion publique et la rendent visible dans les médias traditionnels ou sur les réseaux sociaux : est-elle seulement exprimée par eux ou est-elle aussi produite par eux ?</p> <p>[EDD] Prendre l'exemple du changement climatique pour étudier le rapport entre théories scientifiques, médias et opinion publique ; pointer une concurrence des discours dits « scientifiques » selon leur provenance (ONG ou lobbies industriels).</p>

Démocratie participative	<ul style="list-style-type: none"> de nouveaux espaces de délibération ont diversifié les modalités de consultation des citoyennes et des citoyens, ainsi que leur association à la prise de décision, afin d'élargir leur participation à la démocratie ; dans les lycées, la démocratie scolaire permet aux élèves de participer au processus de décision ; 	<p>Recenser les différents espaces délibératifs et participatifs à l'échelle locale (conseils de quartier, budgets participatifs, etc.), éventuellement y contribuer dans le cadre d'un projet de classe ou d'établissement.</p> <p>Présenter le rôle du Conseil économique, social et environnemental et l'organisation de conventions citoyennes, et aborder la question du tirage au sort pour l'organisation de délibérations (exemple des conventions citoyennes sur le climat et sur la fin de vie).</p> <p>Évoquer le référendum d'initiative citoyenne (UE) ou partagée (France).</p>
Société numérique	<ul style="list-style-type: none"> avec le numérique et les réseaux sociaux, les nouvelles conditions du débat posent le problème de la place des discours experts ou scientifiques en démocratie et de leur mise en concurrence avec les discours individuels, lesquels sont amplifiés par les technologies de la communication. 	<p>[EMI] À partir d'exemples ou de l'expérience des élèves, chercher à rendre compte de ce que peut être un débat sur les médias sociaux (par exemple sur la vaccination).</p> <p>Poser la question des critères pour la fiabilité d'une source à partir des méthodes du travail journalistique.</p>
Citoyenneté active (vue en 3 ^e)	<ul style="list-style-type: none"> Sauf mesure judiciaire particulière, tous les citoyens de la République sont éligibles à des fonctions représentatives (maire, député, sénateur à partir de 24 ans, etc.) et ils 	<p>Examiner les voies d'accès aux responsabilités politiques : associations, partis ; rôle des campagnes électorales.</p> <p>Prendre un exemple de professionnalisation politique d'une personnalité et poser la question de la nature de l'expertise en politique. Présenter les différentes</p>
	<p>ont donc accès à l'exercice de responsabilités sociales et politiques variées. Si le personnel politique est ainsi à la fois ouvert et renouvelable, c'est que tout citoyen a, en vertu de la loi, le statut de gouvernant potentiel. Les citoyens français sont également éligibles au Parlement européen.</p>	<p>possibilités d'engagement des jeunes (institutions, associations, partis politiques, syndicats, etc.).</p> <p>Réfléchir au rapport entre l'idée de démocratie et la réalité du renouvellement des responsables politiques (parité entre les femmes et les hommes, représentation des différentes catégories socio-professionnelles, place des minorités).</p>

La délibération dans les institutions (nationales, européennes, internationales) (9 heures en voies générale et technologique, 7 heures en voie professionnelle)

Notions abordées	Contenus d'enseignement	Démarches et situations d'apprentissage possibles
Légitimité Consensus ou majorité	<ul style="list-style-type: none"> Dans les institutions, les représentants qui délibèrent trouvent leur légitimité dans l'élection ; dans le cadre institutionnel, toute délibération a vocation à se traduire par une décision (par consensus ou à la majorité). Le rôle du débat est en ce sens de fonder la légitimité de la décision prise ; 	<p>À partir d'une campagne électorale, réfléchir à ce qui contribue à la légitimité des élus (taux de participation) et à la façon dont se constitue une majorité au sein des institutions délibérantes (modes de scrutin, négociations). Étudier un ou plusieurs exemples afin de rendre compte des difficultés à parvenir à un consensus : les politiques migratoires française et européenne ; la protection de l'environnement et les normes sanitaires, etc.</p> <p>Étudier des procédures de résolution de blocage et leurs conséquences sur la vie démocratique : vote bloqué, engagement de la responsabilité du gouvernement (art. 49-3 de Constitution de la V^e République) ; majorité qualifiée au Conseil de l'Union européenne.</p>
Droit européen	<ul style="list-style-type: none"> l'élaboration de la loi suit un parcours comprenant plusieurs étapes (projet ou proposition de loi, vote à l'Assemblée nationale et au Sénat, navette parlementaire, promulgation) ; la loi votée est soumise à un contrôle constitutionnel. Les lois peuvent aussi résulter de directives européennes ; 	<p>Analyser un débat et sa traduction en matière de décisions et de politiques publiques à l'échelle nationale, européenne ou éventuellement internationale, par exemple sur les questions de bioéthique, de fiscalité, de laïcité, de migration de populations, ou celles liées à l'égalité entre les hommes et les femmes.</p> <p>Examiner la mise en œuvre d'une politique environnementale de l'Union européenne en soulignant les différents niveaux auxquels débattent différentes instances ; le principe de subsidiarité.</p> <p>Cette démarche peut prendre la forme d'une simulation de débat.</p>
Droit international	<ul style="list-style-type: none"> avec l'ONU, le projet d'une délibération mondiale trouve quelques points de consensus (notamment dans le domaine du développement durable et de la protection de l'environnement), mais se heurte à des situations de blocage. 	<p>[EDD] Aborder la fabrique des objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre de l'ONU et de l'UNESCO ; étudier les succès et échecs de la délibération internationale en prenant l'exemple des conférences sur le climat (COP).</p> <p>À partir de l'étude des projets de réforme du fonctionnement de l'ONU, montrer que l'institution est traversée par une tension entre principe démocratique (assemblée générale) et inégalité de puissances (conseil de sécurité).</p> <p>Le rôle et le fonctionnement de l'ONU peuvent être étudiés à travers le dispositif MNU (modélisation des Nations unies).</p>

Compétences civiques	notions	Démarche et contenus d'enseignement		Autres modalités de travail
I. Les principes et les espaces du débat démocratique (9 heures)				
Respect d'autrui et acceptation des différences Esprit civique	Opinion publique	<ul style="list-style-type: none">▪ séance introductive: <u>une crise de confiance dans la démocratie ?</u> (1h)<ul style="list-style-type: none">➤ S'interroger sur la question de la crise de confiance des Français dans le modèle démocratique, en identifiant des moyens permettant de la mesurer et les demandes exprimées au sein de la population française. <p>Cette étude s'appuie sur le Exemple : mettre en place un travail individuel guidé par un questionnaire (à partir du Baromètre de la confiance politique établi par le CEVIPOF (février 2025)):</p> <ul style="list-style-type: none">- comment cette étude est-elle réalisée ? (opinion publique)- sélectionner 3 ou 4 questions de l'enquête mettant en évidence le « désarroi démocratique » en justifiant le choix- sélectionner 2 ou 3 questions pouvant être mise en débat. <p>La mise en commun des informations relevées aboutit à une synthèse rédigée sur la fragilisation du modèle démocratique, et la problématisation de la suite de la séquence : comment répondre à la demande de la société civile à être davantage associée aux prises de décisions ?</p>		Etude d'autres formes de contestations politiques : « Gilets jaunes », occupations de « ZAD »...
Coopérer, travailler en équipe Prendre des initiatives Accepter les règles communes	Culture du débat et éthique de la discussion Démocratie participative	<ul style="list-style-type: none">▪ <u>Le débat démocratique : enjeux et contraintes</u> (3,5 h)<ul style="list-style-type: none">➤ Comment doit se dérouler un débat afin de concilier les contraintes matérielles avec la nécessité d'un échange démocratique et constructif ?		Le débat peut porter sur : - un projet de loi réel et controversé : la « loi Duplomb » - ou une législation à venir et discutée : faut-il
		Evaluation formative 1. Par groupes de 4 à 6, les élèves reçoivent un cahier des charges pour organiser un débat auquel participerait un large public, sur un sujet défini collectivement. Les contraintes posées et le temps imparti amènent les élèves à se répartir les tâches et à coopérer au sein des groupes.	Compétences évaluées : Capacité à coopérer Prise d'initiative	

		<p>Placé en observateur, le professeur évalue à l'aide de grilles individuelles, l'implication de chaque élève. En fin d'heure, chaque groupe rend une courte synthèse répondant aux différentes attentes du cahier des charges</p> <p>2. Présentation orale par chaque groupe de son projet : évaluation par les pairs et par le professeur de la qualité des propositions en regard des attentes. Choix collectif de la proposition la plus pertinente.</p> <p>3. Mise en œuvre du débat en classe entière.</p>	<p>Respect d'autrui</p> <p>S'exprimer à l'oral argumenter</p>	<p>limiter les usages de l'IA ?</p> <p>Ces sujets peuvent tenir lieu de « fil rouge » et être investis pour l'étude de la plupart des notions du programme.</p>
		<p>4. Evaluation sommative : 30' Demander aux élèves d'apporter une réponse argumentée. Consigne : en quoi la pratique du débat est-elle une condition de la démocratie, et à quelles difficultés est-elle confrontée ? A partir de cette expérience, et des connaissances acquises sur la fragilisation du lien démocratique, chaque élève rédige une réponse construite et argumentée à la problématique.</p>	<p>Argumenter à l'écrit</p>	
Connaissance des institutions, esprit critique	<p>Partis politiques et société civile organisée</p> <p>Société numérique</p>	<p>▪ <u>Les partis politiques sont-ils des vecteurs ou des relais d'opinion ? (1,5h)</u> ➤ Comprendre que les partis sont des acteurs essentiels dans un système démocratique pluraliste. 1) Définition du rôle des partis : étape collective (20 min) A partir d'un ensemble documentaire (Baromètre CEVIPOF p. 41, art. 4 de la Constitution, article de Vie publique.fr), synthèse sur la nécessité des partis et les raisons de leur perception négative.</p> <p>2) Evaluation formative (1h) Enquête sur les programmes : travail par groupes Chaque groupe se voit attribuer un parti par tirage au sort. A partir des publications + communication numérique du parti, recherche</p>	<p>Coopérer Analyse de document S'exprimer à l'oral</p>	<p>Recherche de la position de chaque parti sur le sujet - loi Duplomb - usages IA</p>

		<p>des propositions sur une ou des questions identifiées lors de la séance 1 (Baromètre CEVIPOF) ; ou sur un sujet choisi en commun.</p> <p>Restitution orale : chaque groupe présente les propositions + la stratégie de communication du parti.</p> <p>L'évaluation porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la qualité de la recherche menée collectivement - la pertinence des documents choisis - la clarté de la restitution orale - le respect de la consigne initiale 		
<p>Compréhension critique de l'information et des médias</p> <p>Esprit critique coopérer</p>	<p>Société numérique</p> <p>Citoyenneté active</p>	<p>▪ Les autres formes de participation des citoyens au débat public : le numérique permet-il un renouveau démocratique ? (1,5h)</p> <p>➤ Réaliser un dossier documentaire qui servirait de support à un débat.</p> <p>1) Evaluation diagnostique : quelle est la maîtrise des élèves sur les enjeux de l'information à l'heure du numérique ? Durée 15 à 20 min, sur support papier ou formulaire en ligne.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sous forme de QCM, ou de définitions à apporter, donner la signification de : algorithme, bulle de filtre, biais de confirmation, cookies, fake news, deepfake, données personnelles, source... - une courte mise en situation ; par exemple : « <i>Sur ton fil d'actualités, tu vois plusieurs publications qui affirment qu'un serait dangereux pour la santé. Les posts que tu vois vont tous dans le même sens.</i> » Questions : comment vérifier l'information ? Pourquoi les posts vont-ils tous dans le même sens ? Réponses en 2-3 lignes. <p>Autre situation possible : à partir d'une deepfake</p>		<p>La pétition contre la « loi Duplomb » : rechercher les facteurs d'explication de son succès. Recherches sur d'autres pétitions à l'Assemblée nationale.</p>
		2) travail de recherche : 1h		

		Par groupes, les élèves doivent trouver et sélectionner 4 documents illustrant : 1 exemple d'usage démocratique positif du numérique (consultation, pétition...) ; 1 montrant une limite ; 1 sur une dérive informationnelle ; 1 statistique fiable. Les documents sont courts (extraits d'articles, copies d'écran, infographies...) et sourcés (1h)		
		3) Evaluation formative : mutualisation - 30 min Chaque groupe présente sa sélection de documents en expliquant son choix, en remobilisant les notions vues en évaluation diagnostique. La classe vote pour choisir les documents les plus pertinents. Ceux-ci sont rassemblés dans un dossier partagé (ENT).	Compétences évaluées Argumenter à l'oral	

II. La délibération dans les institutions (9 heures)

Connaître les principes de l'Etat de droit Citoyenneté et institutions nationales et européennes Acceptation des règles communes	Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La composition des assemblées représentatives (1,5h) <ul style="list-style-type: none"> ➤ Etude comparée des principales assemblées délibérantes : Assemblée nationale, Sénat, Conseil régional, départemental, conseil municipal, Parlement européen. Il s'agit de se demander en quoi les membres de ces assemblées sont représentatifs des citoyens. <p>1) Phase de travail autonome (1h) Pour chaque institution, les élèves doivent trouver : la composition actuelle (nombre d'élus, répartition en groupes, majorité/opposition) et le processus électoral qui y a conduit (mode de scrutin, candidats, résultats) ; éventuellement : un compte-rendu de séance récent ; la recherche est guidée par les consignes données par le professeur, en priorité sur les sites internet institutionnels. Les élèves enquêtent en groupe de 2 ou 3 sur une institution, et préparent une restitution orale de 2 minutes.</p>		On peut organiser la classe en assemblée fictive, divisée en 3 ou 4 groupes politiques, qui doit délibérer sur des propositions concrètes (ex : usages de pesticides, de l'IA...) Chaque groupe est défini selon une plateforme de préférences. Ils
--	------------	---	--	--

		<p>2) Mise en commun (30') : permet de définir les modes de scrutin (majoritaire, proportionnel, proportionnel à prime majoritaire), et d'argumenter sur le rapport entre représentativité et efficacité des assemblées.</p>		cherchent à former une coalition afin de devenir majoritaire.
	Droit Consensus ou majorité	<p>▪ <u>La prise de décision au Parlement (3h)</u></p> <p>➤ Il s'agit de comprendre et décrire la complexité du processus législatif dans le système de la Cinquième République, à partir de situations concrètes, et d'en faire une restitution préfigurant les conditions du Grand Oral.</p> <p>1) Travail autonome (1h) Les élèves étudient un dossier législatif sur le site de l'Assemblée nationale, en sélectionnant de préférence une loi promulguée (processus achevé) sous les 16^e et 17^e législatures (où les situations de blocage sont nombreuses). Exemples en 2025 : lois 580, 594, 622, 644, 658, 732, 794). La consigne est de réaliser un schéma chronologique illustrant les différentes étapes de l'élaboration de cette loi, aussi complet que possible (dates, lieux, durée etc.)</p> <p>2) Mutualisation (1h): la mise en commun permet d'enrichir les schémas, d'argumenter sur la pertinence des choix de représentation, et de préciser toutes les notions rencontrées (commissions, amendements, motions, lectures, modes de résolution des blocages...).</p>		
		<p>3) Evaluation sommative : production d'un exposé oral de 7 minutes répondant à la question : comment se prennent les décisions dans le régime républicain français ? Le temps nécessaire à la préparation de cet oral doit être prévu en amont. Chaque élève présente son oral à l'intérieur de groupes de 4, où chacun dispose d'une grille d'évaluation. Après chaque prise de</p>	<p><u>Compétences évaluées</u></p> <p>S'exprimer à l'oral argumenter</p>	

		<p>parole, les « auditeurs-évaluateurs » complètent une grille. Lorsque tous les élèves ont pris la parole, ils remettent les grilles d'évaluation complétées à chacun des « présentateurs » pour qu'il en prenne clairement connaissance et puisse mesurer ses atouts et ses axes de progrès.</p> <p>L'enseignant s'assure du bon déroulement de la séance. À la fin, il relève l'ensemble des grilles d'évaluation pour vérifier la réalisation correcte de l'exercice. Par ailleurs, le professeur a demandé à chaque élève d'enregistrer sa présentation et de déposer le fichier audio sur l'ENT. Il peut ainsi valider le travail de chacun notamment quant aux connaissances (pertinence de la présentation et de l'argumentation, qualité de l'analyse, emploi approprié des notions...). Il apprécie aussi l'évaluation par les pairs en portant un avis sur les grilles.</p>		
	Droit européen	<p>▪ <u>La prise de décision à l'échelle européenne : la recherche du compromis</u> (2h)</p> <p>➤ Les citoyens de l'UE sont représentés par un Parlement élu au scrutin proportionnel, où aucun groupe n'est majoritaire à lui seul. La prise de décision repose sur des compromis entre des groupes différents. Etudier ces processus vise à faire comprendre d'autres logiques que celles qui prévalent à l'échelle nationale.</p>		
		<p>1) Evaluation diagnostique : les institutions européennes (20 min)</p> <p>Remobilisation des connaissances sur l'Union européenne, sur feuille : les élèves disposent de la liste des institutions : Conseil européen, Conseil de l'UE (« des ministres »), Commission, Parlement, Cour de Justice.</p> <p>- faire correspondre une définition fournie à chacun ; - QCM ou questionnaire vrai/faux sur ces institutions</p>		<p>Autre thèmes de législation européenne, en lien avec les fils rouges</p> <p>- la réglementation sur les pesticides (2023)</p> <p>- « l'AI Act » : la protection face à l'intelligence artificielle (2024)</p>

		<p>- résumé d'une procédure législative ordinaire (adoption du RGPD, du chargeur universel de portable...), à partir de laquelle les élèves reconstituent les étapes de la procédure. Ils réalisent un schéma, ou complètent un fond de schéma fourni, illustrant la procédure législative européenne.</p>		
		<p>Correction à l'aide de la courte vidéo L'Europe comment ça marche ? produite par Europe Directe</p> <p>2) Etude du processus de décision du Parlement européen : la responsabilité sociale et environnementale des entreprises : utiliser des extraits du documentaire Le compromis, dans les coulisses du pouvoir (Arte, 2024) Les extraits sont visionnés en commun ; les élèves relèvent les informations utiles sur la base d'un questionnaire fourni : identifier les objectifs de la réglementation, les différents acteurs, les aspects en débat ; comment le compromis est-il élaboré ? Quelles sont les oppositions ? Quel est le vote final ?</p>		
	Droit international	<p>▪ <u>Les Nations unies : un espace de délibération à l'échelle mondiale ?</u> (2h)</p> <p>➤ Il s'agit d'étudier les spécificités de l'élaboration des accords internationaux dans le cadre des Nations Unies. Le processus associe de nombreux pays, et privilégie la recherche du consensus.</p> <p>L'étude porte sur les négociations liées à de grandes conventions internationales, comme le climat (COP28 à Dubai 2023, COP30 à Belem...) ou la biodiversité (COP 15 à Montréal, 2022).</p> <p>Elle s'appuie sur un dossier documentaire fourni aux élèves :</p> <ul style="list-style-type: none"> - extrait du préambule de l'Accord de Paris (2015) ou de la Convention de Rio sur la diversité biologique (1992) - infographie sur le fonctionnement de la COP - article de presse traitant de positions divergentes entre Etats - communiqué final d'une COP, montrant les limites 		

		<p>1) De façon autonome, les élèves doivent à identifier les acteurs, les intérêts défendus, les modalités des négociations, la prise de décision finale. Ils cherchent également les limites à cette procédure.</p>		
		<p>2) Evaluation formative : 1h construction collective d'une carte mentale, sur le sujet « l'ONU, un espace de délibération mondial ? » avec trois branches : acteurs ; mécanismes de décision ; limites. En fonction de la taille de la classe, les élèves peuvent être répartis en groupe, chacun élaborant sa propre carte mentale. Chaque groupe présente ensuite sa réalisation en justifiant ses choix. L'activité aboutit à une carte collective : choisir les meilleures propositions permet de mettre en œuvre à nouveau les capacités liées au débat et à la démocratie participative.</p>	<p>Analyser et comprendre des documents ; extraire des informations pertinentes pour répondre à une question, réaliser des productions graphiques</p>	